

Monsieur le Préfet Carencu, vous n'aidez pas vos amis musulmans en faisant autant de zèle

*« Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami
Mieux vaudrait un sage ennemi. »*

Cette remarque de Jean de La Fontaine est toujours valable, et le Préfet de la région Rhône-Alpes, Jean-François Carencu, [issu du cabinet de Jean-Louis Borloo](#), ferait bien de la méditer.

Car plusieurs affaires relatives à l'islam se sont déroulées à Lyon ces dernières semaines. Elles n'ont pas grands rapports entre elles, si ce n'est les hasards du calendrier et les réactions fort inappropriées du Préfet, qui défend les représentants de l'islam même quand ils dérapent clairement, et qui agresse ceux qui veulent faire valoir leur droit à ne pas manger halal. Drôle de conception du « vivre-ensemble », basée sur les deux-poids-deux mesures, parfaitement contre-productive et qui vient d'obliger le Préfet à quelques reculades.

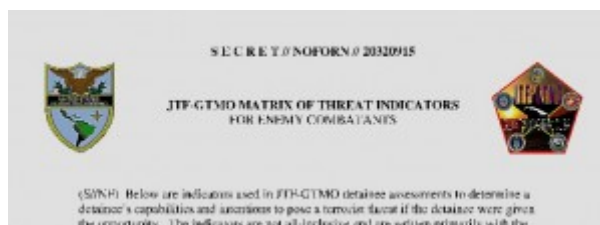
Il s'agit des affaires Wikileaks, Al-Bouti, et de l'affaire de la marche des cochons.

L'affaire Wikileaks

Le site Wikileaks, au grand dam des autorités américaines, a fait paraître illégalement des documents sensibles volés.

Parmi eux, une note du Pentagone, qui aurait du rester secrète ([Secret Noform 20320915](#)). Cette note, destinée à aider les enquêteurs dans leur évaluation des détenus de Guantanamo, montre une suspicion de son rédacteur vis à vis de la « Leannec mosque in Lyon FR », probablement assimilable à la Grande mosquée de Lyon, desservie par le métro Laennec. La fréquentation de cette mosquée fait partie des indices qui,

pour l'auteur de la note, doivent rendre suspect le détenu de Guantanamo sur lequel portent les recherches. L'information sur cette fuite paraît dans la presse, en premier lieu, le 27 avril 2011, dans *Le Progrès*.



- Association or affiliation with mosques or Islamic institutions where known al-Qaeda members were recruited, facilitated, or trained including, but not limited to:
 - Abu Bakr International University in Karachi, PK²¹
 - Al-Khayr Mosque in Sam'ra, YM
 - Al-Sunna (aka. Assunta) Mosques in Quebec, CA
 - Dimaj Institute in Sadra, YM
 - Finchley and Balcers Street (Four Feathers) mosques in the UK
 - Leanne Mosque in Lyon, FR
 - Islamic Cultural Institute Mosque in Milan, IT
 - Makki Mosque in Karachi, PK (Jama'at Tablighi mosque)
 - Wazir Akbar Khan Mosque in Kabul, AF

Que déduire de cette note ? Rien. Ni en faveur de la Grande mosquée de Lyon ni à son encontre. Nous n'avons infiltré ni la Grande mosquée ni le Pentagone ni Wikileaks. Nous ignorons qui précisément l'a rédigée et dans quelles circonstances précises elle est sortie. Elle ne nous renseigne que sur l'avis de son auteur, lequel nous est inconnu.

En revanche, la sur-réaction de Kamel Kabtane, recteur de la mosquée a de quoi surprendre, et le soutien que lui apporte le Préfet surprend plus encore. Kabtane exige d'être reçu par le [consul des Etats-Unis](#), puis par [l'ambassadeur](#), il exige des excuses, il veut porter plainte ... les échanges sont cordiaux, mais il n'obtient ni excuses ni démenti (le consul se retranchant derrière le fait de [n'avoir pas lu la note](#)), ce qui, encore une fois, ne nous apprend rien ni en faveur de sa mosquée ni en sa défaveur.

Qu'y aurait-il d'ailleurs à démentir ? Personne n'est accusé de rien. Les services d'enquête, par construction, sont en amont de toute éventuelle accusation formalisée judiciairement, et ne s'expriment pas en ces termes. Ils ont parfaitement le droit de soupçonner, de vérifier, de revenir en arrière le cas échéant : c'est la notion même d'enquête qui

veut ça. Si on leur interdit de soupçonner, on leur interdit de faire leur travail. Bien sur, les soupçons ne doivent pas sortir.

Si la Grande mosquée de Lyon se plaignait du manque de vigilance dont a fait preuve le Pentagone, insuffisance qui a abouti à la sortie de l'information, nous la comprendrions parfaitement. Mais ce n'est pas sur ce point que portent ses griefs.

Elle se plaint d'avoir été l'objet de [« soupçons inadmissibles »](#) , elle se jette des fleurs (*« La Grande Mosquée de Lyon, institution connue de tout le monde et d'un fonctionnement exemplaire, n'a pas à se justifier d'accusations aussi ridicules »*), elle trouve *« qu'il est inadmissible de porter des soupçons aussi graves et destructeurs sur la mosquée, ses responsables et ses fidèles »*.

Donc, si je comprends bien, les Etats-Unis auraient du s'interdire de seulement penser à la grande mosquée de Lyon dans leurs propres réflexions internes (puisque, rappelons le, ils n'ont pas diffusé la note volontairement).

De plus [son avocat, Gilles Devers](#), va jusqu'à dire :

« Cela va plus loin que de la diffamation : les Etats-Unis ont utilisé le nom de la grande mosquée de Lyon dans des interrogatoires ! S'ils croient qu'on va rigoler cinq minutes et passer à autre chose, ils se trompent. Il n'est pas question d'accepter que la mosquée ait pu servir d'alibi à d'éventuelles pratiques de torture sur la base de Guantanamo. Que les Américains nous donnent des éléments d'explication (sur cette liste) et s'ils refusent, on verra comment on réagit ».

Question à Maître Devers : est-il encore permis à un pays victime de terrorisme de mener une enquête, de s'interroger, de faire des hypothèses ?

Au lieu de demander à la Grande mosquée de se calmer, le Préfet Carencó en rajoute une couche dans un [communiqué](#), et apporte même un démenti à la place des Etats-Unis :

« Jean-François CARENCO, Préfet du Rhône, Préfet de la région

Rhône- Alpes, souhaite démentir ces allégations le plus clairement possible. Les rumeurs dont fait état cet article ne sont absolument pas confirmées par les services en charge des questions de terrorisme, et Monsieur Kamel KABTANE, Recteur de la Grande Mosquée de Lyon, est un interlocuteur légitime et reconnu par les autorités du département du Rhône ... Si cette rumeur devait participer à un amalgame entre une religion ayant toute sa place dans la République et des terroristes reconnus et poursuivis comme tel, elle serait en tous points condamnable »

L'affaire Al-Bouti

La Grande mosquée de Lyon, doit, le 28 mai, accueillir un séminaire dont l'invité vedette est le Syrien Mohammed Said Ramadan Al Bouti :



Or, celui-ci a défendu des thèses expressément jihadistes dans un livre intitulé Fiqh As-Sira, traduit en français, dont l'Observatoire de l'islamisation, à titre de pièces à conviction, a [scanné la couverture et les bonnes feuilles](#), qui sont plus que gratinées. On peut y lire en particulier :
« Le jihad désigne, dans son sens exact, la lutte pour la cause de Dieu et l'établissement d'une société islamique ; le combat constitue en lui-même un aspect de cette lutte. Il vise à fonder une nation islamique authentique.

Vouloir distinguer, dans la lutte pour la cause de Dieu, deux aspects, la guerre défensive et la guerre offensive, est un non-sens. La légitimité du jihad ne tient pas au droit d'attaque ou de défense en tant que tel. Elle est fondée sur la nécessité d'établir une société islamique ; donc, la façon dont procède le jihad en vue de cette fin, qu'elle soit défensive ou offensive, importe peu. Le jihad n'a aucun rapport avec la guerre défensive menée contre l'ennemi pour défendre les biens, l'honneur, la terre ou la vie des citoyens. C'est un autre genre de combat qui ne ressemble en rien au jihad tel que le définissent les docteurs de l'islam (...)

En résumé, nous dirons qu'il faut agir secrètement et renoncer à combattre au cas où la résistance ou l'action ouverte porterait préjudice à l'islam. Par contre, il ne faudrait jamais taire la mission s'il était possible de la rendre publique et en même temps utile. De même, il ne faudrait jamais céder aux oppresseurs de l'islam si les musulmans ont le moyen de se défendre et de résister, ni hésiter à se battre contre les blasphémateurs sur leur propre territoire. »

Comment se fait-il qu'un pareil excité vienne conduire un séminaire dans une mosquée dont on nous répète qu'elle est bien sous tous rapports ? Comment se fait-il même qu'il ait obtenu un visa pour la France ?

[L'Observatoire de l'islamisation](#) pose les questions qui fâchent :

« – Syrien, lié au régime de Bachar Al-Assad, islamiste, comment le ministère de l'Intérieur peut-il délivrer un visa d'entrée à un tel personnage, venant animer un séminaire de formation pour les musulmans de la Grande mosquée de Lyon !

– A quoi sert de dépenser des milliards d'euros dans notre budget de défense nationale si la France est ouverte à tous les islamistes du monde ? (en cas de doute lire [mes livres](#))

– La DCRI connaissant parfaitement l'identité de Al-Bouti, est-elle écoutée par les autorités ? Un déficit d'analyse ou de compétence du renseignement français explique-t-il cette bévue ?

– Le préfet Carencio est responsable de l'ordre public en Rhône-Alpes, va-t-il fermer les yeux sur un scandale qui est dorénavant médiatisé ? Compte-t-il demander des explications à la Grande mosquée de Lyon ? »

Toutefois, l'Observatoire de l'islamisation note avec satisfaction que, peu après ses révélations, le Préfet Carencio annula une visite à la Grande mosquée. Nous rappellerons qu'en tant que Préfet, Carencio a pouvoir sur les délivrances de visas, et aurait pu empêcher l'entrée en France d'Al-Bouti. Responsable de l'ordre public, il aurait du avoir connaissance des écrits plus que contestables de celui-ci.

L'affaire de la Marche des cochons, devenue Rassemblement pour la liberté d'expression



Les jeunes identitaires de Lyon, connus sous le nom de Rebeyne!, voulaient manifester avec des masques de cochon pour demander la traçabilité de la viande halal et le retour du porc dans les assiettes des cantines scolaires lyonnaises.

Le Préfet interdisait la manifestation avec des arguments ahurissants, [que je vous laisse relire sous la plume de Djamila Gérard](#). Finalement, le Préfet dut faire marche arrière et autoriser la manifestation sous un autre nom, celui de [Rassemblement pour la liberté d'expression](#).

Alors même qu'il interdisait la marche des cochons, le [Préfet autorisait la contre-manifestation gauchiste](#).

Pour plus de détails, on peut lire un dossier complet sur [Fdesouche.com](#).

On s'étonne quand même que M. Carencio, en charge de l'ordre public et de la sécurité, ne semble pas s'être ému de voir des opposants à la marche des cochons s'exprimer en termes d'appel au meurtre en diffusant sur plusieurs sites internet une « carte postale » ornée de l'expression « *Ils sont cochons, soyons bouchers* » :



La diffusion d'un pareil matériel de propagande n'a pas

dissuadé le Préfet d'accorder un traitement préférentiel à la contre-manifestation.

[Le Rassemblement pour la liberté a gagné son pari](#) : malgré une pluie battante et les menaces d'agression des milices de l'extrême-gauche, c'est un peu plus de 600 personnes qui se sont rassemblées samedi 14 mai place Saint-Jean à Lyon afin de défendre la liberté d'expression et le droit des Européens à refuser l'islamisation de leur sol.

Léonidas.

Post-scriptum : la manifestation de samedi s'était bien déroulée jusqu'à sa dispersion incluse, mais des violences ont eu lieu samedi soir et/ou dimanche ; à l'heure où je rédige, leur déroulement précis reste obscur.